

GESCANNT

03. Sep. 2015

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation
Madame Magda Spycher
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Delémont, le 18 août 2015

Loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi relative à Innosuisse, LASEI) : ouverture de la procédure de consultation

Madame,

En réponse à votre courrier du 12 juin 2015, le Gouvernement de la République et Canton du Jura a l'avantage de vous faire parvenir sa prise de position dans la procédure de consultation citée en marge.

Il salue le projet de loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi relative à Innosuisse, LASEI) qui établit les bases juridiques de la transformation de la CTI (commission pour la technologie et l'innovation) en établissement de droit public, sous la dénomination d' « Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse) ». Par ailleurs, le projet de loi prévoit une répartition claire des responsabilités entre les organes institués, en garantissant notamment la séparation nette entre les tâches stratégiques et opérationnelles, ainsi que l'indépendance de la surveillance.

La mission première d'Innosuisse consistera à jeter des ponts entre la recherche, les hautes écoles et le marché dans le domaine de l'encouragement de l'innovation. Dans ce sens, nous nous permettons de faire les remarques ou propositions suivantes :

- En 2014, quelque 71% des contributions de la CTI à des projets d'innovation sont allés à des **projets émanant des PME**. Nous souhaitons qu'Innosuisse renforce encore cette orientation en allant chercher davantage les projets d'innovation dans le terrain via ses « CTI Innovation Mentor ». Cette démarche correspond aux objectifs du 6^{ème} Programme de développement économique de la République et Canton du Jura 2013-2022 avec son axe central basé sur l'innovation des PME.
- La loi fédérale sur la politique régionale (RS 901.0) et ses ordonnances d'application demandent une **harmonisation des décisions LPR** (par exemple dans le domaine des Systèmes Régionaux d'Innovation avec les politiques sectorielles de la Confédération. Il serait bienvenu de trouver un élément correspondant dans la nouvelle loi relative à Innosuisse, LASEI. Nous proposons de compléter l'article 4 du projet de loi comme suit : « Innosuisse s'engage à harmoniser les décisions relevant de sa compétence avec les politiques sectorielles concernées de la Confédération ».

- Le changement de nom (Innosuisse) laisse présager une interprétation plus large de la notion d'innovation et d'une ouverture plus importante à l'innovation sociale. Nous relevons à ce propos favorablement que le but d'Innosuisse (art. 2 al. 1) inclut la prise en compte de l'intérêt de la société. Pour que cette évolution ne s'arrête pas à une simple modification sémantique, il nous semblerait nécessaire d'élargir la gamme des catégories de projets pour accueillir les projets d'innovation sociale déposés actuellement sous la catégorie « Enabling Sciences ».
- Par souci de transparence, d'efficacité et d'équité, nous souhaiterions que la procédure de nomination et de constitution du **pool d'experts** soit au moins définie dans ses grandes lignes au niveau de la loi. La procédure de nomination des experts en vigueur au Fonds National Suisse pourrait être prise comme modèle. Il doit notamment être possible de poser sa candidature au pool d'experts. La procédure doit également permettre de veiller à la représentativité des différentes régions linguistiques et des différents types de hautes écoles au sein du pool d'experts.
- Nous soutenons fortement le **nouvel instrument de soutien de la relève scientifique par le biais de bourses** (art. 22 LERI), de par le fait qu'il comble une lacune importante et pose un jalon essentiel pour le développement de profils scientifiques dans le domaine de l'innovation. Nous saluons aussi le fait que ces bourses puissent être allouées aussi bien pour un séjour dans une entreprise que dans un établissement de recherche. Nous sommes évidemment très favorables à un financement additionnel pour ce nouvel instrument d'encouragement (chap. 3.1 et 5.5 du rapport explicatif), mais un tel financement ne doit pas devenir un obstacle "politique" à la mise en place de l'instrument. Le cas échéant, tout ou partie de ce financement additionnel pourrait être pris sur le financement de projets.

Pour les autres éléments de la procédure de consultation, le Gouvernement de la République et Canton du Jura se prononce en faveur de la nouvelle loi proposée.

En vous remerciant de nous avoir associés à la procédure, nous vous présentons, Madame, nos salutations distinguées.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Michel Thentz
Président




Jean-Christophe Kübler
Chancelier d'Etat